

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6 allées marines
64 100 Bayonne

Bayonne, le 28/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

inspection documentaire du 28/08/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPI AERO – MAULEON SARL

61 avenue de Tréville
64130 Mauléon-Licharre

Références : UBD40-64/D2025
Code AIOT : 0005206797

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection documentaire réalisée le 28/08/2025 concernant l'établissement SPI AERO implanté 67 avenue de Tréville 64130 Mauléon-Licharre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les inspections du 17 décembre 2020, du 07 octobre 2021 et du 13 juin 2024 ont montré que l'exploitant ne respectait pas l'article 5 de son arrêté préfectoral d'autorisation soit, de porter à la connaissance de Monsieur le préfet les nombreuses modifications de ses installations. Le préfet des Pyrénées-Atlantiques, en date du 24 septembre 2024, a mis en demeure la société SPI AERO de respecter les prescriptions applicables à ses installations sous 6 mois, soit jusqu'au 24 mars 2024.

Au 28 août 2024, les installations classées pour la protection de l'environnement constatent que l'exploitant ne respecte toujours pas l'article 5 de son arrêté d'autorisation susvisé, et n'a toujours pas réalisé les démarches réglementaires obligatoires qui lui incombent.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPI AERO
- 67 AVENUE DE TREVILLE 64130 MAULEON-LICHARRE
- Code AIOT : 0005206797
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SPI AERO est autorisée par l'arrêté préfectoral n°6797/2021/013 du 03 décembre 2012, à exploiter une installation de traitement de surface sur la commune de Mauléon-Licharre.

Contexte de l'inspection : Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La fiche de constat disponible en partie 2-4 fournit les informations de façon exhaustive pour le point de contrôle. Sa synthèse est la suivante :

La fiche de constat suivante fait l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Arrêté préfectoral d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 03/12/2012, article 5	Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au 28 août 2024, les installations classées pour la protection de l'environnement constatent que l'exploitant ne respecte toujours pas l'article 5 de son arrêté d'autorisation susvisé, et n'a toujours pas réalisé les démarches réglementaires obligatoires qui lui incombent.

Un projet d'arrêté préfectoral fixant une astreinte journalière a été transmis à l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire en date du 28 juillet 2024. Ce dernier n'a pas formulé d'observation.

2-4) Fiche de constat

N° 1 : Arrêté préfectoral d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2012, article 5
Thème : Situation administrative, Modifications
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Lors des inspections des installations classées pour la protection de l'environnement de la société SPI AERO située sur la commune de Mauléon-Licharre, réalisées en date du 17 décembre 2020, du 07 octobre 2021 et du 13 juin 2024, il a été mis en évidence que l'exploitant ne respecte pas l'ensemble de ses obligations réglementaires et notamment l'article 5 de son arrêté préfectoral d'autorisation n°6797/2012/013 du 03 décembre 2012 : <i>"Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation"</i> .

Considérant que cette situation, qui perdure, constitue une infraction au Code de l'environnement comme décrit à l'article L.178-8, Monsieur le préfet des Pyrénées-Atlantiques a pris, en date du 25 septembre 2024, un arrêté préfectoral de mise en demeure n°52-6797/2024/018, à l'encontre de la société SPI AERO, de respecter les prescriptions de l'article 5 susvisé de l'arrêté préfectoral. La mise en demeure donnait un délai de 6 mois à compter de la signature de l'arrêté, à la société SPI AERO, pour mettre ses installations en conformité technique et administrative, soit jusqu'au 24 mars 2025.

Le 28 juillet 2025, l'inspection des installations classées a transmis à l'exploitant pour contradictoire les éléments suivants :

En application du Code de l'environnement (loi relative aux installations classées pour la protection de l'environnement), la DREAL a réalisé dans votre établissement SPI AERO-MAULEON SARL sur la commune de Mauléon-Licharre, une visite d'inspection le 17 décembre 2020, le 07 octobre 2021 et le 13 juin 2024 confirmant à chaque inspection le non-respect de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n°6797/2012/013 du 03 décembre 2012 concernant les modifications. Le préfet des Pyrénées-Atlantiques a pris, le 25 septembre 2024, un l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°52-6797/2024/018 prescrivant le respect de l'article 5 susvisé.

L'inspection des installations classées constate, en date du 28 juillet 2025, que les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure, ci-dessus, ne sont toujours pas respectées.

L'Inspection des installations classées propose donc à Monsieur le préfet des Pyrénées-Atlantiques, en application de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, un arrêté fixant une astreinte journalière de 200 euros, tant que l'ensemble des prescriptions de l'article 1 de l'arrêté mise en demeure n'est pas respecté.

Vous disposez, dans le cadre de la procédure contradictoire, d'un délai de 15 jours, pour formuler vos observations sur le projet d'arrêté préfectoral fixant une astreinte journalière. La signature de cet arrêté pourra intervenir à l'issue de ce délai.

Au 28 août 2025, la société SPI AERO n'a pas fait d'observations concernant le projet d'arrêté préfectoral fixant une astreinte journalière à l'encontre de son établissement situé sur la commune de Mauléon-Licharre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte